



Les enseignants et les étudiants ne sont pas des cobayes : NON à la pérennisation du « distanciel » !

FO ESR l'a dénoncé depuis plusieurs mois : la crise « Covid » et l'interdiction des cours sur site décrétée par le gouvernement servent de cheval de Troie pour imposer un autre modèle d'université, modèle dont on peut même se demander ce qu'il a encore d'universitaire.

Plutôt que d'écouter la revendication de réouverture des universités et de mettre pour cela les moyens nécessaires, le gouvernement - parfois secondé par d'autres instances - cherche à imposer la pérennisation du distanciel. L'« hybridation » et d'autres formes dégradées (apparemment moins radicales que le « distanciel » total) n'en sont pas moins destructrices sur le plan pédagogique et sur le soutien apporté aux étudiants en précarité matérielle et psychologique.

Le « dégradé » pour toujours ?

Dans de nombreux établissements, les présidents affichent leur volonté de faire basculer des enseignements en les reléguant - en totalité ou en partie - à distance. Ce mode très « dégradé » d'enseignement est désormais promu sans fard comme une modalité normale :

- À La Rochelle, qui renouvelle ses maquettes, il est envisagé de transformer une part importante des enseignements déjà existants en enseignements « à distance ».
- À Strasbourg, le président de l'université déclare : « *Nous ne pourrions revenir en présentiel à 100 %, ni à la rentrée prochaine ni dans un an.* »
- A Saint-Étienne, pour instiller le « distanciel », une bien nommée « Lettre Covid » invente même des souhaits enseignants et assène contre toute évidence que « *de plus en plus d'enseignants souhaitent poursuivre certaines pratiques d'hybridation des cours sur un plus long terme* » !
- Le ministère ayant "opportunément" lancé un appel à projets de 10 millions d'euros pour « illustrer la numérisation des activités dans les établissements universitaires », Lyon I entend y répondre en « *développant des "campus distants" hautement numérisés* », y compris pour des L1 (ces étudiants verront-ils jamais ce qu'est une université ?) !
- Quant à l'Université de Bretagne occidentale, elle envisage d'embrigader ses licences de sciences au projet HILIST, alias « *Hybridation en Licence ScienTifique* », etc.

Ils en rêvaient, les mesures « Covid » l'ont permis !

Déjà en 2015, la StraNES (stratégie nationale de l'enseignement supérieur) faisait la part belle à un axe stratégique qui n'était pas encore dénommé le « distanciel », en enjoignant « *l'usage systématique du numérique dans la formation et l'évaluation des étudiants* ».

En 2018, un rapport de l'IGAENR centré sur « *les innovations pédagogiques numériques [IPN] et la transformation des établissements d'enseignement supérieur* », soulignait que la généralisation des IPN devait amener à « *revoir les règles de calcul des services* » des universitaires...

Lancés en 2017, les appels à projets NCU (« nouveaux cursus universitaires ») richement dotés ont été axés sur le développement de « *pédagogies innovantes [...] sollicitant l'usage du numérique* ».

La crise Covid : une « expérimentation » pour transformer les enseignants en « accompagnateurs »

Toutes les mesures prises au nom du Covid étaient donc déjà « dans les tuyaux des établissements ». Lors d'une table ronde sur « *Les enjeux du numérique dans l'enseignement supérieur* » au Sénat (21 avril 2021), le rapporteur présente la période « Covid » comme une « *expérimentation à grande échelle* » !

Une expérimentation ! Collègues et étudiants cobayes apprécieront. Détruire les modalités efficaces d'enseignement, c'est donc une « expérimentation » ! Dans ce monde orwellien du « e-learning », le déguisement sémantique est le meilleur des cache-misères ; ainsi, comme l'avance sans rire l'un des intervenants de cette table ronde, des « *copies similaires* » n'attestent d'aucune triche, mais que les étudiants sont « *très à l'aise avec le travail collaboratif à distance* » ! Il faudrait aussi « *saisir l'opportunité actuelle pour faire évoluer l'enseignement* » et veiller « *à passer à un rôle d'accompagnateur plutôt que de transmetteur de savoirs* ».

Quant aux cours magistraux, il est allègrement envisagé de les remplacer par « des supports numériques » ! La boucle est bouclée avec le rapport de l'IGAENR : d'enseignants, nul besoin, de cours, nul besoin !

On ne les laissera pas faire !

Vous attendiez que le gouvernement trouve de nouveaux locaux pour enseigner dans des conditions sanitaires décentes, fasse équiper tous les amphis de détecteurs de CO2 et de purificateurs d'air, recrute de nouveaux enseignants, débloque les dotations nécessaires pour rattraper tout ce qui n'a pas été fait correctement, permette de suivre les « décrocheurs » ou de tout simplement « accrocher » des étudiants de première année qui depuis un an n'ont eu pour la plupart en tout et pour tout que six semaines de cours ?

Vous pensiez que la dégradation de la situation sociale et de l'état de santé psychologique des étudiants, qui préoccupe tous ceux qui les ont réellement en face d'eux (fût-ce à distance), méritait une attention certaine et des mesures réparatrices ? Que la garantie de la qualité des diplômes devait être restaurée ?

Non, quand il est parfois question d'argent, c'est pour financer des « *zoom rooms* », des « tuteurs » ou des « ingénieurs pédagogiques » censés "*accompagner la formation [au « distanciel »] des enseignants et des enseignants-chercheurs*" !

C'est encore une fois le président de l'Université de Strasbourg qui vend la mèche sur les raisons de cette offensive « numérique » : « *Les années qui s'annoncent auront des conséquences en termes de coûts, de ressources humaines, de pédagogie* ».

Dans cette perspective, la déclaration du Premier ministre annonçant pour la rentrée de septembre un « maintien de la réouverture », c'est-à-dire en réalité un maintien de la situation disloquée que l'on connaît et qui est très éloignée d'une réouverture effective, est extrêmement inquiétante.

On ne les laissera pas faire ! C'est dès maintenant qu'il faut se battre pour rétablir pleinement le service public d'enseignement supérieur et de recherche à la rentrée, recouvrer l'ensemble de nos missions, faire respecter nos qualifications.

C'est pourquoi FO ESR appelle tous les collègues à se prononcer pour :

- la **réouverture effective et totale des universités, avec tous les cours, CM, TD, TP, dispensés selon les maquettes officielles, en présence des étudiants**, seule garantie de la qualité des diplômes ;
- les **dotations et les locaux nécessaires pour dédoubler et détrippler les cours** ;
- des mesures réparatrices, avec les **déblocages d'heures nécessaires pour mettre en place du soutien sur les notions non assimilées depuis mars 2020** ;
- les **aides aux étudiants nécessaires pour qu'ils puissent suivre les cours et les rattrapages** ;
- les **recrutements d'enseignants-chercheurs et de personnels BIATSS indispensables** ;
- l'**abandon de toutes les consignes imposant l'hybridation partielle ou totale des cours**.